



Déclaration du Conseil Départemental de l'Union Départementale FORCE OUVRIERE

Vendredi 13 septembre 2019 – Salle Balavoine
– LE PUY EN VELAY

Les syndicats FORCE OUVRIERE du département de la Haute-Loire se sont réunis dans leur Conseil Départemental annuel le vendredi 13 septembre 2019 avec la participation de Cyrille LAMA, membre du bureau confédéral de la CGT-FORCE OUVRIERE avec 140 participants du public et du privé.

Code du Travail, assurance chômage, statut de la fonction publique, privatisations... bien qu'affaibli par les affaires et les divisions internes, le gouvernement avance en marche forcée dans la casse des droits collectifs des salariés et des citoyens.

La négociation est bafouée au niveau interprofessionnel, des accords de branche ne sont plus agréés, il n'y a pas de discussion sur le point d'indice des fonctionnaires, les prérogatives des représentants du personnel sont remises en causes dans le privé et le public. Sans le dire, le gouvernement veut nous conduire lentement mais sûrement vers une « charte du travail » version 21^{ème} siècle, qui pulvérise le syndicalisme confédéré.

De même, les libertés démocratiques et syndicales sont remises en cause. Le conseil départemental condamne la répression et la violence gouvernementales à l'encontre des manifestants, quels qu'ils soient. Il s'associe à l'exigence de justice pour Steve Maïa Caniço, noyé à Nantes lors de la fête de la musique. Il renouvelle son opposition à la législation anti grèves et anti manifestations.

Le patronat n'est pas en reste. Encouragé par les lois prises ces dernières années qui facilitent les licenciements, les fermetures d'entreprise se sont multipliées ces derniers mois, aussi dans le département, avec notamment CHEYNET, COPIREL, DEFI MODE .

Fort heureusement, un esprit salutaire de résistance s'affirme depuis des mois dans ce pays. C'est ce qu'exprime le mouvement « des gilets jaunes » avec lequel nous combattons côte à côte car ses revendications rejoignent les nôtres.

De la même façon, dans les services d'urgence, la grève a continué à se développer pendant tout l'été, soutenue par les fédérations syndicales FO, CGT et SUD. Les annonces de la ministre ne répondent pas à leurs revendications. Le collectif inter urgences s'est réuni le 10 septembre avec les délégués de 250 services en grève. Il a appelé « l'ensemble des personnels hospitaliers médicaux et non médicaux » qui partagent leurs revendications à se réunir « pour rédiger leurs cahiers de revendications et décider de la grève tout de suite ».

Aux finances publiques, dans les EHPAD, chez les sapeurs pompiers, dans l'enseignement des grèves, souvent reconductibles, se développent pour défendre les emplois, les conditions de travail, les rémunérations... Le Conseil Départemental de FORCE OUVRIERE salue et appuie ces mouvements revendicatifs, ils montrent la voie.

Oui, c'est par la grève que nous pouvons obtenir satisfaction, pas par les journées d'action à répétition qui ont montré leur inefficacité !

Le gouvernement annonce un projet de loi sur les retraites pour les mois qui viennent. Il sera basé sur le rapport rédigé par Jean Pierre DELEVOYE, haut-commissaire à la réforme des retraites, qui vient d'entrer au gouvernement.

Le régime universel par points, c'est la casse de tous les régimes de retraite pour imposer une baisse drastique des pensions. C'est un calcul sur l'ensemble des périodes travaillées et non sur les 25 meilleures années ou les 6 derniers mois. C'est le travail sans fin avec l'allongement de la durée de cotisation ou un « âge d'équilibre » à 64 ans. C'est la possibilité de baisser chaque année la valeur du point. C'est la casse de la Sécurité Sociale de 1945 comme celle des statuts des agents des services publics.

Face à cette contre-réforme, nous revendiquons :

- **Retrait du projet de loi Macron-Delevoye sur les retraites**
- **Ni allongement de la durée de cotisation, ni recul de l'âge de départ, ni baisse des retraites**
- **Non au régime universel par points, maintien des 42 régimes existants**
- **Retour à la retraite à 60 ans à taux plein, pas une retraite en dessous du SMIC**

C'est dans l'unité d'action la plus large que nous pourrons nous faire entendre et gagner, c'est pourquoi le Conseil Départemental décide de s'engager pleinement dans la campagne unitaire d'information et de mobilisation dans le département, sur ces revendications, avec la CGT, la CFTC, la FSU, Solidaires et les gilets jaunes.

Il appelle sur cette base là à réunir le plus largement les salariés partout où s'est possible pour informer, discuter et agir.

Le Conseil Départemental salue la grève massive des agents de la RATP pour défendre leur régime spécial. Elle montre que les salariés sont disposés à se battre pour ne pas se laisser défaire de leurs conquêtes et de leurs garanties.

Le gouvernement veut engager une concertation sur son projet de loi, à l'image du grand débat. Les réponses sont connues d'avance, ce seront les projets du gouvernement... Yves VEYRIER, Secrétaire Général a raison d'affirmer que la CGT-FORCE OUVRIERE n'ira pas *"négocier les réglages d'un système qui supprime les régimes existants", ni "cautionner une mécanique qui demain donnera aux gouvernements futurs tous les pouvoirs"*

Il a eu aussi raison de déclarer que **"Si le gouvernement ne nous entend pas, s'il faut aller à la grève, nous y sommes prêts !"**

C'est pour affirmer cette détermination que nous appelons largement les salariés, retraités, chômeurs à participer massivement au rassemblement et à la manifestation nationale de FORCE OUVRIERE à Paris le samedi 21 septembre.